



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°2025-SGAD/BE-159 en date du 30 juillet 2025**

***portant prescriptions complémentaires à l'autorisation accordée  
à la société SOCIETE INDUSTRIELLE D'APPLICATIONS MECANIKES (SIAM)  
d'exploiter, sous certaines conditions, zone industrielle 86330 MONCONTOUR,  
un établissement spécialisé dans la fabrication de matériels remorqués à usage agricole,  
activité soumise à la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement***

**LE PRÉFET DE LA VIENNE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 513-1, R. 181-45, R. 181-46, R. 513-1 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 21 août 2023 portant nomination de Monsieur Etienne BRUN-ROVET, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de Poitiers ;

**Vu** l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-D2/B3-357 en date du 14 décembre 2000, autorisant la Société Industrielle d'Application Mécanique (S.I.A.M.) à exploiter, sous certaines conditions, en zone industrielle de Moncontour, un établissement spécialisé dans la fabrication de matériels remorqués

à usage agricole, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-SG-SGAD-011 en date du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance « Réorganisation du site » daté de juillet 2020, établi par le bureau d'études Atélice conseil et les compléments transmis par courrier daté du 15 juin 2021 ;

**Vu** le compte-rendu de la visite du 23 mars 2023 « Mise à jour du dossier de porter à connaissance » 2020, établi par le bureau d'études Atélice conseil ;

**Vu** le courriel du maire de Moncontour du 30 juin 2025 approuvant un usage de type industriel / artisanal pour la remise en état du site en cas de cessation des activités ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral qui a été notifié à l'exploitant le 11 juillet 2025 ;

**Vu** les observations de l'exploitant au projet d'arrêté formulées par courrier daté du 22 juillet 2025 et par courriel du 24 juillet 2025 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ;

**Considérant** que la demande de modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1. Identification**

Les dispositions applicables à la société SOCIETE INDUSTRIELLE D'APPLICATIONS MECANIKES, ci-après « l'exploitant », inscrite au répertoire SIRET sous le numéro 301 638 052 00011, dont le siège social est situé zone industrielle 86330 Moncontour pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter à cette même adresse, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage » ;
- arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016 ;
- arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations

et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

### Article 3. Documents à transmettre à l'inspection

Sans préjudice des prescriptions des arrêtés ministériels sus-mentionnés à l'article 2, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les rapports et analyses demandés ci-dessous :

| Article | Document   | Échéance         |
|---------|--|------------------|
| 13      | Note d'évaluation du volume d'eau d'extinction d'incendie nécessaire         | 31 décembre 2025 |
| 14      | Note justifiant les capacités de rétention des écoulements en cas d'incendie | 31 décembre 2025 |

### Article 4. Classement des installations

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

| rubrique<br>e<br>alinéa | classement<br>t* | Libellé de la rubrique (activité)<br>critère de classement   | Nature de<br>l'installation           | Quantité<br>autorisée |
|-------------------------|------------------|--|---------------------------------------|-----------------------|
| 2940<br>2               | E                | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.<br><br>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :<br>a) Supérieure à 100 kg/j | cabines de peinture, de laque, apprêt | 120 kg/j              |
| 1978<br>8               | D                | Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :<br><br>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an  | cabines de peinture, de laque, apprêt | 14,3 t/an             |

|      |    |   |                       |        |
|------|----|---|-----------------------|--------|
| 2560 | DC | Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.<br>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :<br><br>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW   |                       | 500 kW |
| 2575 | D  | Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.<br>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW | tunnel de grenaillage | 173 kW |

(\*) E : Enregistrement / D : Déclaration / DC : Déclaration avec contrôle périodique

»

#### Article 5. Mise à l'arrêt définitif

Les dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage industriel / artisanal.

»

#### Article 6. Situation de l'établissement

L'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« 3.2. - Situation de l'établissement

| Commune    | Parcelles  | Lieu-dit                |
|------------|--|-------------------------|
| Moncontour | 118, 121, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 144, 145, 162, 173 et 186 de la section ZI du cadastre | « Les champs bridards » |

»

#### Article 7. Points de rejet à l'atmosphère

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« 4 POINTS DE REJET À L'ATMOSPHÈRE DES INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 2575 ET 2940

| n° de conduit | Installations raccordées        | Combustible | Hauteur de cheminée (m) |
|---------------|---------------------------------|-------------|-------------------------|
| 1             | petite cabine entrée            | -           | 10                      |
| 2             | petite cabine sortie            | -           | 10                      |
| 3             | tunnel de séchage petite cabine | GPL         | 10                      |

|    |                     |     |  |
|----|---------------------|-----|--|
| 4  | grande cabine n° 1  | GPL | 10   |
| 5  | grande cabine n° 2  | GPL | 10   |
| 6  | cabine d'apprêt n°1 | GPL | 10   |
| 7  | cabine d'apprêt n°2 | GPL | 10   |
| 8  | cabine omia n°1     | GPL | 10   |
| 9  | cabine omia n°2     | GPL | 10   |
| 10 | grenailleuse        | -   | 3 m au-dessus des bâtiments situés dans un rayon de 15 m |

»

#### Article 8. Valeurs limites d'émission et suivi des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 10.2. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### « 10.2 - Valeurs limites et suivi des rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations listées à l'article 4 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

| n° conduit | COVNM (mg C/Nm <sup>3</sup> ) | poussières (mg/Nm <sup>3</sup> ) | périodicité de surveillance |
|------------|-------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| 1          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 2          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 3          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 4          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 5          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 6          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 7          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 8          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 9          | 100                           | -                                | annuelle                    |
| 10         | -                             | 150                              | tous les 3 ans              |

L'usage de produits contenant des COV à phrases de risque R45 / R46 / R49 / R60 / R61 / R40 / R68 ou à mentions de dangers H340 / H350 / H350i / h360 D / H360 F / H341 / H351 est interdit.

La valeur limite d'émission diffuse (en % de la quantité de solvant utilisé) est de 25 %.

»

#### Article 9. Plan de gestion des solvants

Les dispositions de l'article 10.3. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### « 10.3 – Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.

»

#### **Article 10. Localisation des points de rejet aqueux**

Les dispositions de l'article 5.3. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 5.3 – Localisation des points de rejet

| N° de point de rejet | Type de rejet                             | Nature des effluents              | Exutoire du rejet             |
|----------------------|---|-----------------------------------|-------------------------------|
| 1                    | Interne / séparateur d'hydrocarbures nord | Eaux de ruissellement             | Bassin à l'est du site        |
| 2                    | Interne / séparateur d'hydrocarbures est  | Eaux de ruissellement             | Bassin à l'est du site        |
| 3                    | Externe / bassin côté est du site         | Eaux de ruissellement / pluviales | Milieu naturel / infiltration |
| 4                    | Externe                                   | Eaux usées domestiques            | Milieu naturel / épandage     |

»

#### **Article 11. Dispositifs de traitement des eaux pluviales**

Les dispositions de l'article 11.1. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

«

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, de chargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées dans un réseau séparé.

»

#### **Article 12. Valeurs limites d'émission et suivi des rejets aqueux**

Le deuxième alinéa de l'article 11.3. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Les points de rejets n°1 et n°2 définis à l'article 5.3 du présent arrêté respectent les valeurs limites d'émission suivantes :

- matières en suspension (Code SANDRE : 1305) : 100 mg/l ;
- DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) : 100 mg/l ;
- DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) : 300 mg/l ;
- hydrocarbures totaux (Code SANDRE : 7009) : 10 mg/l.

La périodicité de surveillance est annuelle.

»

### **Article 13. Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 8.13. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« 8.13 – Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- c) de robinets d'incendie armés (RIA) ;
- d) de plusieurs points d'eau incendie :
  - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
  - d'un bassin aménagé au sein du site, à l'est, permettant d'assurer une réserve d'eau suffisante, en toutes circonstances, et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Cette réserve peut être réalimentée afin que le volume d'eau d'extinction incendie nécessaire soit toujours disponible et fait l'objet de nettoyages réguliers.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et de la réserve d'eau.

Le bassin est doté d'une jauge de niveau permettant d'évaluer le volume disponible.

#### **Avant le 31 décembre 2025, l'exploitant :**

- évalue, au moyen du guide de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie « D9 » dans sa version de juin 2020, les besoins en eau minimum nécessaires à l'intervention des secours, prenant en compte les surfaces d'ateliers et de stockages du site non recoupées ;
- justifie que le bassin implanté à l'est du site dispose d'une capacité utile suffisante ;
- fait réceptionner par les services de secours et d'incendie la réserve incendie constituée par le bassin localisé à l'est du site."

»

### **Article 14. Recueil des eaux et écoulements lors d'un sinistre**

Le deuxième alinéa de l'article 11.4. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités, en tout point du site, afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le confinement interne est réalisé, entre autres, par les fosses réparties dans les

bâtiments et complétés en tant que nécessaire par des dispositifs de type batardeaux ou équivalents.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

**Avant le 31 décembre 2025**, l'exploitant évalue, au moyen du guide de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction « D9A » dans sa version de juin 2020, le volume nécessaire de confinement en calculant la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Dans le même délai, il justifie que l'aménagement du site et les dispositifs de rétention interne et externe permettent de confiner les effluents produits en cas d'incendie. Le cas échéant, il présente un calendrier de mise en conformité.

»

#### **Article 15. Détection incendie**

Après l'article 8.14. de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 susvisé est inséré l'article 8.15 suivant :

##### **« 8.15 – Système de détection incendie**

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie, dont la zone de stockage des peintures et pneumatiques.

»

#### **Article 16. Dispositions abrogées**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2000 ci-après susvisé sont abrogées :

- article 17 « INSTALLATIONS DE COMPRESSION ;
- annexe « REJETS A L'ATMOSPHERE VALEURS LIMITEES ET SURVEILLANCE ».

#### **Article 17. Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.



Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

#### **Article 18. Publication**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Moncontour, et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Moncontour pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne.
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pour une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 19. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Moncontour sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOCIETE INDUSTRIELLE D'APPLICATIONS MECANIQUES et dont une copie sera adressée au maire de Moncontour ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet,

  
Serge BOULANGER